

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM) Rapport ERM_6282

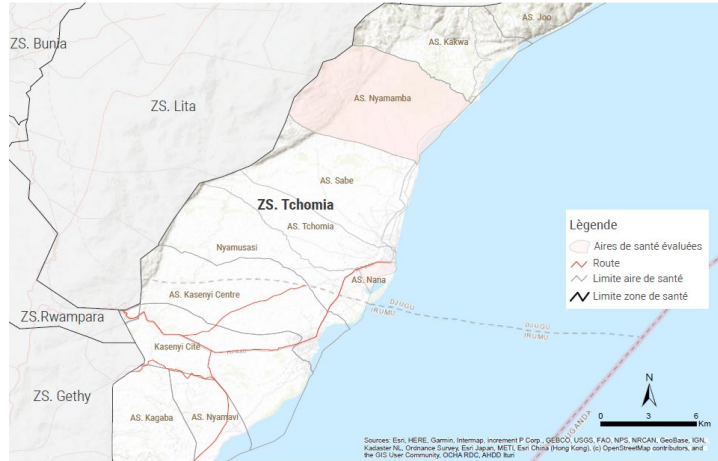


Lieu de l'ERM (Nyamamba)

Contexte

Description de la crise

Cette évaluation rapide multisectorielle des besoins répond à l'alerte EH6282 relatif au retour des communautés dans leurs localités qui s'étaient déplacés à Kasenyi, Tshomia et d'autres dans certaines localités de l'Ouganda suite aux affrontements violents entre la milice CRP/Zaire et FARDC entre Février-Juillet 2025. La situation étant redevenue calme actuellement, plus de 7 290 personnes appartenant à 1 215 ménages sont retournées dans les villages de Bukpa, Ngbavi, Bele, Nyanga, Mangala et Datule, situés dans l'Aire de Santé de Nyamamba, dans la Zone de Santé de Tshomia. Ces villages relèvent des groupements de Ngbavi et Penyi, dans la chefferie de Bahema Banywagi et le secteur des Walendu Tatsi, en territoire de Djugu. Le mouvement de retour s'effectue de manière progressive, et la première vague a commencé timidement le 21 janvier 2026 principalement sous forme des mouvements pendulaires pour chercher des moyens de survie. La zone ayant été abandonnée depuis presque une année, la majorité des habitations des retournés ont été retrouvées dans un état de délabrement avancé. Plusieurs infrastructures scolaires et sanitaires ont été détruites et les points d'eau endommagés. Les retournés se trouvent ainsi dans une situation de vulnérabilité accrue nécessitant une intervention humanitaire urgente. Depuis leur retour, aucune assistance humanitaire n'a été apportée et aucun acteur n'est jusque là positionné pour une éventuelle intervention dans un futur prochain. Les besoins prioritaires exprimés par les retournés sont l'accès au logement, les vivres, l'accès aux infrastructures Wash, la Santé et les articles ménagers essentiels.



Source des résultats : ¹	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	6282	6282	
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	2/1/2026	2/18/2026	
Date de fin de crise	#NUM!	En cours	
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	1204	591	
Taille moyenne ménages	6.0	-	
Accès physique	Moto		
Accès sécuritaire	Non		
Présence de la MONUSCO	Non		
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed do eiusmod tempor		
Couverture tél.	0%	(estimation)	
EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés RDS: Revue de données secondaires GDC: Groupe de discussion communautaire OL: Observations libres			

Conséquences humanitaires

Depuis le début de l'année 2026, une accalmie relative dans l'aire de santé de Nyamamba a favorisé le retour progressif des ménages dans leurs villages d'origine. Toutefois, la situation humanitaire demeure préoccupante, avec de nombreuses habitations détruites et des familles vivant dans des abris précaires. Les biens non alimentaires ont été pillés et les stocks alimentaires restent insuffisants. Les moyens de subsistance, notamment agricoles, ont été gravement perturbés et l'accès aux marchés demeure limité. Les services sociaux de base sont affectés, avec des structures de santé sous-équipées et un accès insuffisant à l'eau potable et à l'assainissement. Les risques de protection persistent, notamment pour les femmes, les filles et les enfants, exposés aux violences et aux traumatismes. Malgré l'accalmie, le retour reste fragile et les ménages manquent de ressources pour reconstruire durablement leurs moyens d'existence.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	1%	1%
18-64 ans	18%	17%
6-17 ans	21%	25%
7 mois-5 ans	7%	8%
0-6 mois	1%	1%
Total	48%	52%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	83%
Nutrition	4%
Abris	2%
Articles ménagers essentiels (AME)	5%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	12%
Santé	2%
Education	2%
Nourriture	2%
Moyens de subsistance	3%
Protection	2%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	1%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	1%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	16				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	15%	1%	6%	-	78%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	21%	-	61%	-	18%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	15%	16%	-	-	56%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	36%	-	-	-	64%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	86%	-	14%	-	0%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	94%	-	6%	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	1%	25%	41%	14%	0%
	Promiscuité dans les abris					65%
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	1%	5%	39%	56%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	1%	0%	5%	94%	35%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	12%	-	4%	-	85%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	1%	5%	93%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans					60%
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)					Paludisme
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	79%	-	-	-	21%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	80%	-	-	-	20%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	0%	-	-	-	100%
Education	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	20%	-	0%	-	80%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours					97%

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Etant donné que la situation sécuritaire actuelle est relativement calme, le mouvement de retour se poursuit de manière progressive. Toutefois, de nombreuses habitations sont détruites, contraignant les familles à vivre dans des abris précaires. Les biens ménagers ont été pillés et les stocks alimentaires sont très limités, tandis que les activités agricoles ont été perturbées. Les ménages craignent une reprise des violences. Bien que le retour puisse se poursuivre si la stabilité persiste, sa durabilité reste fragile sans assistance humanitaire rapide. En ce concerne les retournés qui sont pas encore arrivés en destination, ces derniers préfèrent rester dans l'actuel zone d'accueil (Nyamamba) en attendant le retablisement effectif de la sécurité dans leurs zones d'origine

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

Cash physique (en espèces)
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)
Vouchers / foires
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)

En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)
Autre

(% de ménages)

Cash physique (en espèces)	83%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	5%
Vouchers / foires	3%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	68%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	20%
Autre	16%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

Pas besoin d'aide humanitaire
Nourriture
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)
Abris
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)
EHA (eau, savon, latrines, etc.)
Santé
Education
Protection (y compris la sécurité)
Cohésion sociale et consolidation de la paix
Communication
Moyens financiers (cash)
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

(Fréquence de réponses pondérée)³
Fréquence max. possible: 21

Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	12
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	5
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	16
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	0
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	12
Santé	3
Education	5
Protection (y compris la sécurité)	10
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	0
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
■ 1 Déplacés	1%	25%	
Retournés	99%	74%	
■ 2 Communauté hôte / autochtones	0%	1%	
Réfugiés	0%	1%	
Rapatriés / expulsés	0%	1%	

Analyse des mouvements de population

Les sources locales contactées confirment le retour d'environ 1204 ménages, ces vagues de retours ont été enregistrés depuis le 21 Janvier 2026 suite à une amélioration relative de la situation sécuritaire. Etant données que le mouvement de retour se poursuit, ces chiffres pourraient être revus à la hausse. Vu que les maisons de certains ménages retournés ont été détruites lors de la crise et que d'autres ont retrouvé leurs habitations dans un état de délabrement avancé, plusieurs familles retournées sont dans abris précaires. D'autres sont sous-logées chez des ménages retournés dont les habitations sont en état de délabrement total. La majorité d'entre eux ne disposent pas de ressources suffisantes pour relancer leurs activités économiques. Le mouvement pendulaire beaucoup plus observé à Nyamamba reflète une stratégie de survie et d'adaptation des ménages face à un environnement encore instable. Il constitue un indicateur important du niveau de confiance des populations envers la sécurité et les conditions de réinstallation durable. ce mouvement pendulaire pourrait diminuer si les services de base sont renforcés. *Il convient de préciser que les familles d'accueil mentionnées ici sont elles mêmes des ménages retournés, qui ont accueilli d'autres ménages retournés nouvellement arrivés dans la zone et d'autres estimant que leurs villages ne sont pas encore sécurisés.*

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)			
Déplacés	16	146	
Retournés	1188	435	
Communauté hôte / autochtones	0	4	
Réfugiés	0	4	
Rapatriés / expulsés	0	4	
Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée		1204	591
Taille moyenne des ménages (EM)			
	6.0	-	
Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)		100%	99%
<i>(Réponse IC majoritaire)</i>			
Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil		38%	quelques-uns (moins de la r
Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée		463	-

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	
Retournés	1204
Communauté hôte / autochtones	
Réfugiés	
Rapatriés/Expulsés	
Total	1204

Village	Aire de Santé	Nombre de Menage dans le village	Nbres Menage Déplacé	Zonne de Deplacement	Village de retour	Ngres menage retourné
BUKPA	NYAMAMBA	417	NA	Tchomia, Kasenyi, Bunia, Mahagi	BUKPA	487
MANGALA		98	NA	Tchomia, Kasenyi, Bunia, Mahagi	MANGALA	124
NGABAVI		573	NA	Tchomia, Kasenyi, Bunia, Mahagi	NGABAVI	48
DATULE		153	NA	Tchomia, Kasenyi, Bunia, Mahagi	DATULE	425
NYANINGA		117	NA	Tchomia, Kasenyi, Bunia, Mahagi	NYANINGA	120
TOTAL		1358				1204

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.

<115 mm	Malnutrition Aiguë Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aiguë Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aiguë Globale = MAG (MAS + MAM)

EM	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0	0%	
	115-125 mm	2	33%	0	2	22%	
	>125 mm	4	67%	3	100%	7	78%
	MAG	2	33%	0	0%	2	22%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0	0%	
	115-125 mm	1	20%	0	1	8%	
	>125 mm	4	80%	7	100%	11	92%
	MAG	1	20%	0	0%	1	8%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0	0%	
	115-125 mm	3	27%	0	3	14%	
	>125 mm	8	73%	10	100%	18	86%
	MAG	3	27%	0	0%	3	14%
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0	0%				
	185-230 mm	1	6%				
	>230 mm	16	94%				
	MAG	1	6%				

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	0	0	0	0%
	115-125 mm	16	100%	0	16	100%
	MAG	16	100%	0	16	100%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	0	0	0	0%
	115-125 mm	4	100%	1	5	100%
	MAG	4	100%	1	5	100%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	0	0	0	0%
	115-125 mm	20	100%	1	21	100%
	MAG	20	100%	1	21	100%
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0				
	185-230 mm	9	100%			
	MAG	9	100%			

Analyse Nutrition

Les données nutritionnelles collectées montrent une situation globalement stable dans la communauté. Les mesures anthropométriques réalisées auprès des enfants de moins de cinq ans indiquent que la malnutrition aiguë sévère est totalement absente, tandis que quelques cas de malnutrition aiguë modérée apparaissent, surtout chez les garçons. Cette tendance, bien que limitée, traduit une vulnérabilité nutritionnelle légère qui mérite une surveillance régulière.

Du côté des prestataires de santé et informateurs clés, les retours confirment cette dynamique : aucun cas de MAS n'a été signalé au niveau des structures, et les cas recensés concernent essentiellement la malnutrition modérée, tant chez les enfants que chez les femmes enceintes et allaitantes. Cette cohérence entre les données communautaires et celles des services de santé renforce la crédibilité des résultats obtenus et suggère une situation nutritionnelle maîtrisée.

Dans l'ensemble, la zone enquêtée présente un niveau de risque faible, mais les cas de MAM observés — même en nombre limité — rappellent l'importance de maintenir les efforts de dépistage actif, de sensibilisation nutritionnelle et de prévention des maladies infantiles afin d'éviter toute détérioration, surtout pendant les périodes critiques.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		11	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	41%	10	
Agriculture de subsistance	22%	4	
Agriculture de rente	2%	2	
Activités de pêche	24%	8	
Activités de chasse / cueillette	0%	2	
Élevage	0%	0	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	0	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	79%	-	
Non	21%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	23%	-	
Non	77%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	93%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	7%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	0%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Non
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	24%	1	
Non	76%	10	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	2	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	8	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	1	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 11	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	46%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	1%	-	
Marché	11%	-	
Travail pour de la nourriture	41%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	35%	-	
Achat auprès d'un voisin	0%	-	
Petit commerce	5%	-	
Vente de braises/charbon, etc	0%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	0%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	4%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	0%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	4%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	78%	-	5
1-2 semaines	6%	-	3
3-4 semaines	1%	-	
Plus de 4 semaines	15%	-	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴			
Acceptable (>42)	21%	-	1
Limite (>28)	61%	-	3
Pauvre (≤28)	18%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵			
Durable (<4)	15%	-	1
Sous pression (<19)	16%	-	3
Crise / urgence (≥19)	69%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire


Les résultats montrent une insécurité alimentaire persistante : 18 % des ménages ont un SCA pauvre et 61 % se trouvent en situation limite. Le rCSI élevé (69 %) indique un recours fréquent aux stratégies négatives pour accéder à la nourriture, confirmant une pression alimentaire importante sur les ménages. La plupart des ménages peinent à prendre deux repas par jour. Les ménages de la zone dépendent principalement des travaux journaliers (41%) et des petites activités liées à la pêche (24%) pour subvenir à leurs besoins quotidiens. Ces sources de revenus restent toutefois instables et insuffisantes pour couvrir les besoins essentiels. L'arrêt de fonctionnement du marché local constitue une contrainte majeure, privant la majorité des ménages d'un accès régulier aux denrées alimentaires et aux produits de première nécessité.

Il a également été observé que les ménages font face à un manque important de nourriture, avec une réduction du nombre de repas journaliers et une diversification alimentaire très limitée. Cette situation accroît leur vulnérabilité et expose particulièrement les enfants et les personnes âgées à des risques nutritionnels.

Bien que les ménages aient accès à la terre, cet atout demeure sous-exploité en raison du manque d'intrants agricoles, d'outils aratoires et de moyens financiers.

Au regard de ces constats, une intervention urgente est recommandée sous forme d'assistance en cash (transfert monétaire), afin de permettre aux ménages de répondre rapidement à leurs besoins

Abris

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris			
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	20%	-	
En famille d'accueil	37%	-	
Dans un site spontané	3%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	14%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	8%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	2%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)			
Beaucoup (plus de la moitié des ménages)			
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)			
Maison (construction durable)	1%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	54%	8	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	14%	3	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	2	
Ecole transformée en centre collectif	-	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	3	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)			
Oui, beaucoup (plus de la moitié)			
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	65%	-	4
Non	19%	-	
Ne sait pas	0%	-	
 <p>Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5</p>			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)⁷			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	18%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	7%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	2%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	26%		
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	2%		
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		3
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	11%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	1%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	14%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5

Analyse Abris

L'analyse des données collectées révèle une situation très alarmante par rapport aux besoins en abris la zone évaluée. Plusieurs abris ont été endommagés, détruits ou incendiés pendant les hostilités, 54 % vivent dans des maisons délabrées, fragiles et peu résistantes aux intempéries. 14 % occupent des abris d'urgence précaires, construits avec des matériaux disponibles en urgence, 37 % des ménages sont hébergés par d'autres ménages retournés (familles d'accueils), ce qui surcharge les espaces et les ressources. Seuls 20 % vivent dans leurs propres abris, mais la qualité reste faible. 65 % signalent une promiscuité élevée dans leurs logements, augmentant les risques de protection. La cohabitation forcée limite l'intimité des femmes et des jeunes filles et accroît les risques de violences basées sur le genre. Les enfants sont particulièrement affectés par le manque d'espace et de conditions de vie adéquates.

Les ménages expriment un besoin urgent d'assistance en abris, incluant réhabilitation, construction et fourniture de matériaux. Une approche sensible à la protection et la réduction de la promiscuité doivent être prioritaires pour garantir sécurité et dignité.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)

Oui
Non
Ne sait pas
Ne se prononce pas



Score card AME

< 1
1 – 1.9
2 – 2.9
3 – 3.9
4 – 5



EM (% de ménages)	IC	Sévérité
20%	-	
60%	-	
14%	-	
5%	-	
0%	-	1
1%	-	2
5%	-	3
39%	-	4
56%	-	5

Analyse AME

Les résultats des enquêtes dans les ménages montrent que la situation en terme de disponibilité des AME demeure précaire, 56 % des ménages se situent au niveau 5, 39 % au niveau 4 et seulement 5 % au niveau 3, montrant une insuffisance notable dans l'accès aux équipements de base. Concernant utilisation des kits d'hygiène menstruelle par les femmes et filles. Seules 20% des répondants déclarent disposer et utiliser ces kits, tandis que 60 % n'en utilisent pas et 14 % n'en ont pas connaissance. Cette situation expose les filles et femmes à des risques sanitaires et limite leur dignité et mobilité quotidienne. Ces résultats reflètent un besoin urgent de distribution de kits d'hygiène et d'AME pour améliorer les conditions de vie. Les interventions devraient inclure la sensibilisation à l'utilisation des kits menstruels et la distribution adaptée selon les besoins.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 13	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinetts privés	-	1	
Robinetts public / bornes fontaines	-	1	
Puits à pompe / forage	-	1	
Puits creusé aménagé	-	1	
Source naturelle aménagée	-	1	
Source naturelle non-aménagée	-	1	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	168	
Camion-citerne	-	1	
Charrette avec petite citerne	-	1	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	1	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	85	
Type de source d'eau (EM)⁸			
Source améliorée	1%	-	1
Source non-améliorée	5%	-	3
Eau de surface	94%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	60%	-	4
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
			Aucun, tous les ménages ont assez d'eau
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	96%	-	
De 31 minutes à 2 heures	4%	-	
Plus de 2 heures	0%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC)²			
Pas de problème	17%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	26%	1	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	15%	0	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	5%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	1%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	8%	1	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	34%	12	
L'eau est trop chère	0%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	28%	10	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	23%	7	
Autre	12%	0	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ²	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			
		13	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM)²			
Tous les membres sans distinction	50%	-	
Les hommes adultes	34%	-	
Les femmes adultes	27%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	3%	-	
Les filles de moins de 18 ans	4%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM)⁷			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	1%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	0%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	0%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	5%	-	4
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	0%	-	5
Accès à de l'eau de surface uniquement	94%	-	
Pas assez d'eau pour boire	35%	-	
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	12%	-	1
Oui, eau seulement	4%	-	3
Non	85%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)			
		Aucun(e)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)			
		Aucun(e)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	83%	-	
Non	17%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	29%	-	
Non	71%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC)²			
Présence de matières fécales	-	11	
Eau stagnante	-	4	
Déchets solides domestiques	-	9	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	5	
Rongeurs / rats	-	5	
Aucun	-	2	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			
		13	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	1%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	5%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	93%	-	5

Analyse EHA

En WASH (Eau, Hygiène et Assainissement), la situation observée est particulièrement préoccupante et nécessite une intervention urgente.

Aucune latrine n'est présente dans la zone, entraînant une pratique généralisée de la défécation à l'air libre (93%). Cette situation expose la population à des risques élevés de maladies hydriques et de contamination de l'environnement.

La seule source d'eau aménagée est hors service en raison d'une panne majeure du tank de stockage et de distribution, ainsi que de dommages sur les tuyaux.

Ainsi, les ménages dépendent principalement de l'eau de surface du lac et de la rivière pour tous les usages domestiques (94%).

Cette eau est consommée sans traitement préalable, augmentant les risques de maladies diarrhéiques et d'infections.

Aucun dispositif de lavage des mains n'a été identifié dans les ménages.


L'absence d'eau et de savon ou de cendre aggrave les risques de propagation des maladies.

Les besoins prioritaires incluent la construction urgente de latrines familiales et la réhabilitation de la source d'eau.

La mise en place de points d'eau sécurisés, la distribution de kits d'hygiène et la promotion du lavage des mains sont fortement recommandées.

Santé

			13
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé			
Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		60%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		6%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		34%	-
Autre		0%	-
Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		65%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		5%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		30%	-
Autre		0%	-
Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)			Non consensus
Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure		52%	-
Entre 1 heure et 2 heures		26%	-
Entre 2 heures et une demi-journée		14%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible		7%	-
Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)			
A la maison avec famille		-	0
A la maison avec sage-femme		-	0
A la maison avec infirmier		-	0
Centre de santé / d'accueil		-	13
Autre		-	0
Ne sait pas		-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ² 13	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé			
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC)²			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	11	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	3	
Manque de médicaments	-	9	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	11	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	
Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)			
Diarrhée	60%	-	4
Fièvre	83%	-	
Toux	36%	-	
Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)			
Oui	36%	-	
Non	15%	-	
Ne sait pas	0%	-	
			
Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :			
Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)			
Paludisme	33		23
Infection Respiratoire Aigue	15		12
Diarrhées aiguës	6		6
Typhoïde	0		11
Malnutrition aigue globale	21		21
Rougeole	0		0
Choléra	0		0
Fièvre jaune	0		0
Fièvre hémorragique	0		0
Autre	0		0
Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)			Oui
Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)			Non, manque grave
Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)			Oui, un peu

Analyse Santé

La zone évaluée a révélé la présence d'un centre de santé accessible à la population. Cependant, ce centre est sous-équipé et ne dispose pas des ressources médicales suffisantes pour répondre aux besoins de base. Les médicaments essentiels font défaut, limitant la capacité à traiter les maladies courantes et urgentes. La population exprime également une incapacité à couvrir les frais de santé en raison de ressources financières limitées. Cette situation entraîne un accès restreint aux soins et une vulnérabilité accrue face aux maladies. Les services de santé préventifs et curatifs sont donc largement insuffisants. Les femmes, les enfants et les personnes âgées sont particulièrement affectés par ce déficit en soins. Un appui urgent en médicaments, équipements médicaux et financement est nécessaire pour améliorer l'accès aux soins. La prise en charge gratuite ou subventionnée des consultations pourrait réduire les barrières financières.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 12	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection			
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	21%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	5	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	20%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	23	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	32	-	
Nombre total de personnes âgées	7	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

Rien à signaler / Pas de problème
Meurtre
Mutilations / coups et blessures
Violences intercommunautaires
Violences sexuelles
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement
Blessés / morts dus aux mines
Mariage forcé / précoce
Violences conjugales
Séparation des familles
Pillage / vol / cambriolage
Pillage du bétail
Arrestations arbitraires
Harcèlement ou divulgation de renseignements
Recrutements / enrôlements forcés
Démobilisation d'acteurs armés
Travaux forcés
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	4	4	4	3
Meurtre	1	0	0	0
Mutilations / coups et blessures	0	0	0	0
Violences intercommunautaires	0	0	0	0
Violences sexuelles	3	8	0	7
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0	0	0	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	3	5	0	5
Violences conjugales	3	0	0	0
Séparation des familles	0	0	0	0
Pillage / vol / cambriolage	2	0	0	0
Pillage du bétail	0	2	0	0
Arrestations arbitraires	2	0	5	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	3	3	3
Recrutements / enrôlements forcés	0	0	1	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	2	0	2	1
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	29%	-
Déni d'accès à des services	1%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	1%	-
Travail forcé	4%	-
Pas de cas dans le ménage	59%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	5%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	26%	-
Déni d'accès à des services	3%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	3%	-
Pas de cas dans le ménage	61%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	4%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection			
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	45%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	9%	-	
Viol	24%	-	
Agression sexuelle	16%	-	
Violence physique ou harcèlement	10%	-	
Mariage forcé	0%	-	
Déni d'accès à des services	1%	-	
Abus psychologique / émotionnel	3%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Oui	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	3	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	3	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	2	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	1	
Autre	-	3	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	11	
Accaparement des terres	-	0	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDIs	-	0	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	1	
Destruction des cultures ou des animaux	-	0	
Destruction des étangs piscicoles	-	1	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	0	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

Analyse Protection

Les données collectées sur la situation de protection au sein des ménages de la zone montrent que : Concernant les enfants non accompagnés, 21 % des ménages déclarent en avoir accueilli au moins un, tandis que 79 % n'en ont pas accueilli. Cette présence d'enfants vulnérables souligne le besoin d'un suivi et d'un soutien spécifique. La proportion de personnes en situation de handicap dans les ménages est estimée à 20 %, contre 80 % ne déclarant aucune personne concernée. En ce qui concerne les incidents subis par les membres masculins des ménages, 29 % rapportent avoir été victimes de violence physique ou de harcèlement. Quatre pour cent ont été soumis au travail forcé, tandis que 59 % n'ont signalé aucun incident récent.

Pour les membres féminins, la situation est plus préoccupante, 45 % des femmes n'ont subi aucun incident dans la communauté, mais 24 % ont été victimes de viol. 16 % ont subi des agressions sexuelles et 10 % ont été exposées à la violence physique ou au harcèlement.

Ces chiffres indiquent une vulnérabilité élevée des femmes aux violences basées sur le genre.

Éducation

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Éducation			
13			
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Non	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	20%	-	1
Plus de 1 heure	0%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	80%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	60%	-	
Non	40%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	0	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	94%	-	
Filles (Primaire)	96%	-	
Garçons (Secondaire)	97%	-	
Filles (Secondaire)	99%	-	
Total	97%	-	5
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	17%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	7%	-	
Destruction de l'école	52%	-	
Occupation de l'école	18%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	5%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³**Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)**

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires
 Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire
 Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)
 Elles / Ils doivent travailler à la maison
 Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité
 Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)
 Mariage précoce / mariage forcé
 Grossesse précoce
 Faim
 La route pour aller à l'école est trop dangereuse
 Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)

Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)
 L'école est trop loin
 L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller
 Autre
 Ne sait pas
 Ne se prononce pas

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
0	0
0	0
0	3
6	3
0	0
0	0
0	-
0	-
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
6	6
0	0
0	0
0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:**Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	40%
Avant la crise	-	85%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	35%
Avant la crise	-	85%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	30
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	75

Analyse Éducation

Aucune école primaire fonctionnelle n'existe actuellement dans la zone de retour. Les infrastructures scolaires ont été détruites lors des affrontements et ne peuvent plus accueillir les enfants.

En conséquence, la majorité des enfants restent dans les zones de refuge afin de poursuivre leur éducation.

Cette situation limite l'accès à l'éducation pour les enfants retournés dans leurs villages d'origine. L'école primaire Nyamamba avait ouvert l'extension à Tchomia pour permettre aux enfants déplacés d'accéder à l'enseignement. Cependant, cet école reste insuffisante pour couvrir tous les besoins éducatifs de la population déplacée. Les enseignants et le matériel pédagogique manquent également, affectant la qualité de l'enseignement. Le retard scolaire et la rupture du parcours éducatif sont préoccupants pour le développement des enfants.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ²	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		21	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC)²			
Pas d'aide reçue	83%	-	
Nutrition	4%	0	
Abris	2%	0	
AME	5%	0	
EHA	12%	0	
Santé	2%	0	
Education	2%	0	
Nourriture	2%	0	
Moyens de subsistance	3%	0	
Protection (y compris la sécurité)	2%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	1%	0	
Communication	0%	0	
Cash	1%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC)²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	12	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	5	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	16	
AME	-	0	
EHA	-	12	
Santé	-	3	
Education	-	5	
Protection (y compris la sécurité)	-	10	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)²			
Cash physique (en espèces)	83%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	5%	-	
Vouchers / foires	3%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	68%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	20%	-	
Autre	16%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	10%	-
Où recevoir l'assistance	70%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	70%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)		
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	7%	-
Comment donner son feedback	29%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	3%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	5%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	1%	-
Autre	6%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
	0%	-

	EM (% de ménages)	IC
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	28%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	29%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	7%	-
SMS	0%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evénements communautaires	4%	-
Crieurs publics avec mégaphones	16%	-
Au travers des leaders communautaires	54%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	6%	-
Organisations / comités de femmes	1%	-
Autorités locales gouvernementales	24%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

	EM (% de ménages)	IC
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	28%	-
Boîte à plaintes	37%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	18%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	6%	-
SMS	1%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evénements communautaires	3%	-
Crieurs publics avec mégaphones	7%	-
Au travers des leaders communautaires	46%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	2%	-
Organisations / comités de femmes	1%	-
Autorités locales gouvernementales	18%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Concernant les modalités d'assistance préférées, 83 % des ménages privilégient le cash physique (en espèces); 68 % des ménages préfèrent recevoir de l'aide en nature, incluant nourriture, Articles Ménagers Essentiels (AME), kits et infrastructures.

Malgré ces préférences, 83 % des ménages déclarent ne pas avoir reçu d'assistance depuis le début de retour. Cette situation indique un déficit significatif dans la couverture humanitaire et un accès limité aux populations vulnérables.

En matière d'information sur l'assistance, 70 % des ménages souhaitent savoir où recevoir l'aide. Un pourcentage équivalent (70 %) souhaite être informé sur les modalités d'enregistrement pour bénéficier de l'assistance.

Seulement 29 % des ménages se préoccupent de savoir qui peut être ciblé ou avoir accès à l'aide.

Les moyens préférés pour recevoir l'information humanitaire incluent la communication par les leaders communautaires pour 54 % des ménages. 29 % préfèrent un contact direct, face-à-face, avec un travailleur humanitaire, indépendamment de son genre.

Ces données soulignent la nécessité d'une approche centrée sur les bénéficiaires pour renforcer la redevabilité. Il est urgent de mettre en place des mécanismes clairs et accessibles d'information sur l'assistance. Les interventions doivent tenir compte des préférences locales pour le cash et l'aide en nature.

L'implication des leaders communautaires est cruciale pour assurer la diffusion de l'information et la transparence.

Conclusions générales et commentaires

Au terme de cette mission d'évaluation, il ressort que la zone de retour demeure dans une situation humanitaire fragile malgré l'accalmie sécuritaire observée.

Les affrontements passés entre milices et FARDC ont laissé des conséquences profondes sur les conditions de vie des populations. Le retour progressif des ménages s'effectue dans un contexte de grande vulnérabilité matérielle et psychosociale.

Les destructions d'habitations, la perte des moyens de subsistance et l'insuffisance des services sociaux de base compromettent la stabilité des communautés retournées. Les besoins en abris, en assistance alimentaire et en articles non alimentaires restent prioritaires. Les secteurs de l'eau, de l'hygiène, de la santé et de l'éducation nécessitent également un appui urgent.

Sur le plan de la protection, les risques demeurent élevés, notamment pour les femmes, les enfants et les personnes vulnérables. La peur d'une reprise des violences continue d'affecter le sentiment de sécurité des ménages. Un renforcement des mécanismes communautaires de protection et de cohésion sociale est indispensable.

Une réponse humanitaire multisectorielle, coordonnée et sensible aux enjeux de protection est essentielle. Il est crucial d'accompagner le retour par des actions de relèvement précoce afin de restaurer la résilience des communautés. La consolidation de la sécurité et la restauration des services de base conditionneront la durabilité du processus de retour.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc.). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation « pauvre », 28,5-42 pour une consommation « limitée » et > 42 pour une consommation « acceptable ».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISS/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation « acceptable », 4 - <= 18 pour une situation « limitée » et > 19 pour une situation « pauvre ».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégés ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seuil. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)